

À mi-mandat, les femmes maires gagnent enfin un peu de terrain

POLITIQUE

Sur 127 communes qui ont changé de maire en Occitanie depuis 2020, 42 sont des femmes et 85 des hommes. Elles s'adjugent quelques grandes villes. Portrait de trois d'entre elles.

Yannick Povillon
ypovillon@midilibre.com

C'est toujours « à pas de fourmi », mais cela s'accélère. Doucement. Geneviève Tapié, présidente de l'Observatoire de la parité en Occitanie (lire l'entretien ci-dessous), a fait réaliser, pour la première fois, une évaluation du nombre de femmes maires dans la région à mi-mandat. Une façon de savoir si la place des femmes avait augmenté ou diminué. Depuis 2020, 127 communes ont changé de maire après l'élection de 2020. 42 femmes et 85 hommes ont été élus par un retour aux urnes. Soit à la suite du décès de l'édile ou d'une démission en grand nombre au conseil municipal nécessitant un retour aux urnes ou de la démission d'un maire, lassé par la fonction. Elles sont 19,99 % de femmes maires désormais, contre 19,04 % en 2020. Une légère progression « toujours trop lente », comme le regrette Geneviève Tapié. Qui entend s'accrocher à la loi sur le non-cumul des mandats pour favoriser une féminisation à la tête des exécutifs municipaux.

« Cheffe d'orchestre »

À Aramon dans le Gard, Pascale Prat promet que si c'était une femme qui avait été à la tête du dynamitage de la cheminée de la centrale, « elle serait tombée du premier coup », sourit-elle. Ancienne première adjointe de Jean-Marie Rosier, brutalement décédé en avril 2022, elle est élue maire de la commune : « Je

pensais ne pas être prête », confesse-t-elle mais elle relève le défi « par passion pour les citoyens, pour l'intérêt général ». À 63 ans, désormais retraitée, la maire avoue gérer la commune de 4 200 habitants « comme on gère un foyer. Je fais attention au budget, je ne fais pas de promesse que je ne peux pas tenir. La commune est bien équipée mais on constate un mauvais état général. Je fais des choses peut-être moins visibles et pourtant essentielles. » Rien de clinquant, de l'utile « pour conserver le patrimoine commun ». Selon Pascale Prat, une femme maire a tendance « à se remettre plus facilement en question, on s'appuie davantage sur nos équipes, on cherche davantage conseil. Je me vis comme une cheffe d'orchestre. »

« Optimiste avec les générations qui arrivent »

Le terme emprunté à l'univers musical revient systématiquement à la bouche des femmes maires. Catherine Montaron-Sanmarti l'emploie elle aussi. Elle a été élue maire de Lignan-sur-Orb, dans le Biterrois, après la dissolution du conseil municipal suite à la démission de nombreux élus. Elle a affronté et remporté une féroce bataille gagnée le jour de son anniversaire : « J'ai fait une campagne propre, j'ai tapé à toutes les portes et nous avons élaboré un programme réaliste. » Petite particularité au cours de cette élection, Catherine Montaron-Sanmarti était face à une autre femme, Claudie Ferrand-An-

drés : « Le rôle des femmes doit évoluer dans les conseils municipaux. Il faut arrêter de proposer les affaires sociales et la petite enfance aux femmes et l'urbanisme aux hommes. » Elle a proposé les affaires scolaires à un homme : « Je suis optimiste pour les générations qui arrivent, à la tête du conseil municipal des jeunes, j'ai proposé un binôme, un garçon et une fille. » Un signal en faveur de la parité même si elle reconnaît avoir vu « une évolution des mentalités ». Il n'empêche : sa première décision en tant que maire a été de rénover un logement municipal pour le transformer en habitation de secours pour une femme « ou un homme en difficulté familiale.

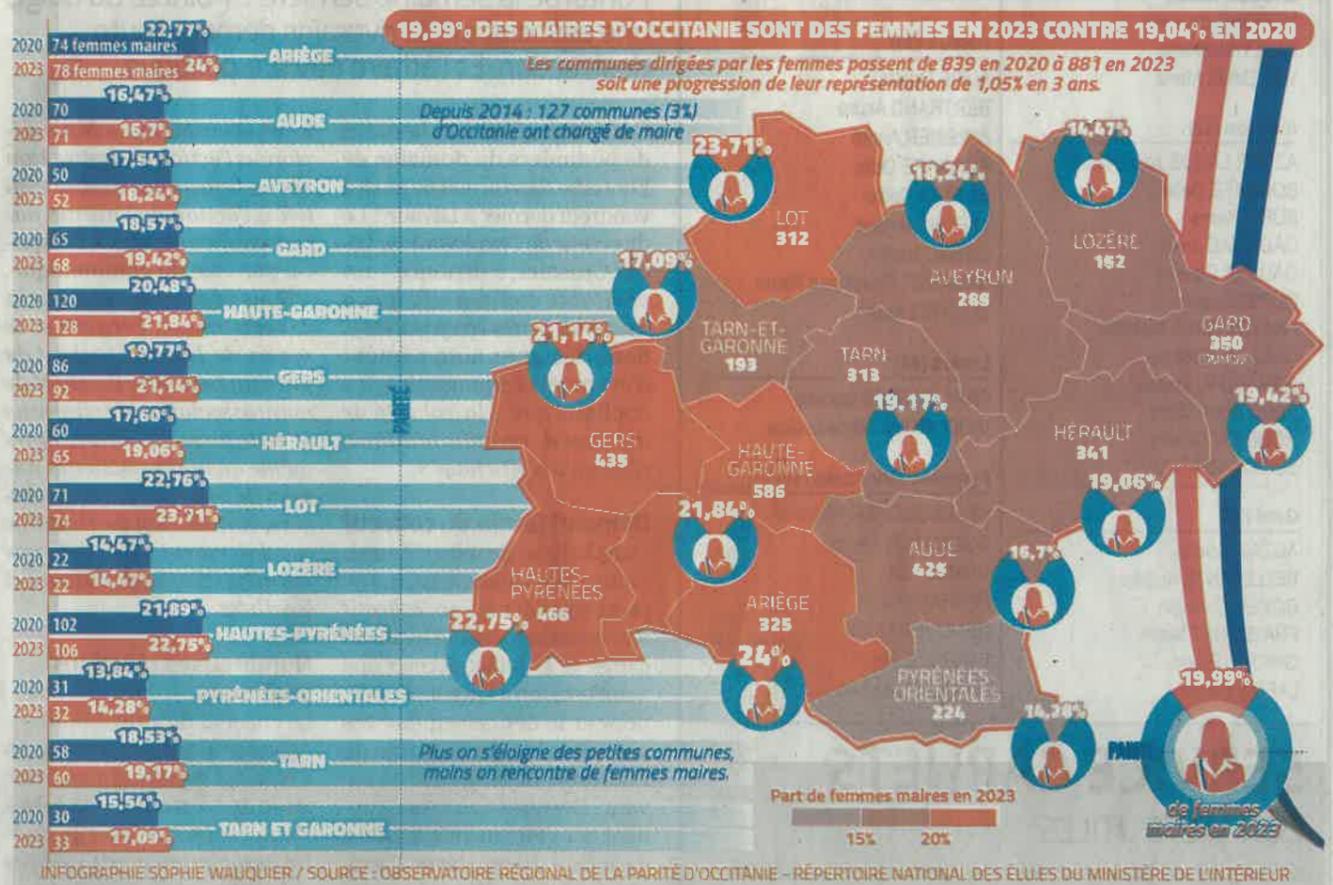
Je ne suis pas sûr qu'un homme en aurait fait sa priorité. »

« J'ai réorganisé les services »

C'est aussi ce qui fait que les femmes sont le plus souvent maires de petites entités, celles où il faut « être présente 24 h sur 24 », comme le souligne Pascale Prat. Édith Pugnet, elle, fait figure d'exception. Elle a été élue maire de Cabestany, dans les Pyrénées-Orientales, une commune de plus de 10 000 habitants, après que le maire durant 44 ans Jean Villa a décidé de passer la main : « C'était une passation en douceur, tout a été préparé. Il avait prévu de partir à mi-mandat mais il a voulu s'arrê-

ter plus tôt. » Elle aussi évoque le terme de « cheffe d'orchestre », explique cette inspectrice à l'aide sociale à l'enfance qui n'entend « laisser ni mon travail ni mon enfant. J'ai réorganisé les services en interne et demandé aux élus de prendre plus de place. » C'était à cette condition qu'Édith Pugnet entendait prendre la suite, elle qui fut élue pour la première fois conseillère municipale en 2008 : « Je savais que j'avais les compétences requises mais je savais aussi que je ne dirigerai pas comme un homme. » Elle avoue aussi qu'une femme au poste d'une commune aussi importante « doit appuyer son autorité, un homme n'a pas à le faire. Il est moins dans la jus-

tification. » Toutes ont dû « s'organiser » pour ceindre l'écharpe de maire mais aucune ne regrette son engagement : « Il faut sans cesse faire bouger les lignes car on vit encore dans un monde patriarcal », constate Édith Pugnet. « Il reste beaucoup de chemin à parcourir, mes opposants commentent encore la couleur de ma robe », souffle Catherine Montaron-Sanmarti. Quant à Pascale Prat, elle est persuadée qu'une femme « est plus pragmatique. On a un autre regard, on n'aborde pas les problèmes de la même façon. » En tout cas, elles font de moins en moins, depuis l'évolution de la loi, de crise de légitimité. Et c'est déjà une belle avancée.





Pourquoi certaines villes changent de maire

SCRUTIN 127 communes ont changé de maire en Occitanie depuis leur élection en 2020. Un renouvellement qui a bénéficié à 42 femmes et 85 hommes. On parle beaucoup de ces élus qui ont cessé leur mandat en lien avec les montées des violences, comme l'a douloureusement rappelé la démission du maire de Saint-Brévin, Yannick Morez. Si la montée de la violence est une réalité, les raisons les plus fréquentes sont toutefois : le décès du titulaire, sa démission pour cause de cumul de mandat ou de passage de témoin à mi-mandat ou même d'usure face à la charge... Dans certains cas, plus rares, la justice peut prononcer son inéligibilité. Cela peut conduire jusqu'à un retour aux urnes à la suite de la décision de la justice administrative. Et enfin, un cas que l'on retrouve assez fréquemment : la démission en masse du conseil municipal à cause de dissensions. Dans ce dernier cas, le préfet doit convoquer de nouvelles élections.

M01TE-1



G. Tapié, présidente de l'Observatoire de la parité
« On ne peut pas attendre 2060 »

L'entretien

Quel bilan tirez-vous de votre étude ?

On voulait savoir si le nombre de maires femmes avait évolué depuis l'élection 2020 et on l'a fait car on entend deux petites musiques qui voudraient que l'on revienne un peu en arrière. La première, c'est le découragement des maires qui ne voudraient plus s'engager et qui pousse la seconde : celle qui voudrait que l'on revienne sur la loi sur le non-cumul des mandats.

Vous n'y êtes pas favorable ?

Oh non ! Si on met le doigt dans cette souricière, si on cède sur le non-cumul en disant qu'on doit pouvoir être maire et parlementaire, alors on reculera sur d'autres lois. La loi sur le non-cumul des mandats a été un accélérateur de la place des femmes dans les mandats de maire. Revenir sur la loi, c'est revenir sur tout ce qui a été fait en matière de parité.

Votre étude montre qu'un tiers de femmes ont été élues maire

sur les 125 qui ont laissé leur poste ?

Oui, cela progresse quantitativement, mais cela reste une progression de seulement 3 %. À ce rythme, on n'aura pas de parité complète avant 2060. Et on ne peut pas attendre 2060. Après, l'autre bonne nouvelle, cela progresse qualitativement, on constate que des femmes sont élues sur de plus grosses communes. Mais tout cela reste une progression à pas de fourmi.

Comment expliquez-vous cette progression ?

Il y a de nombreux facteurs mais on constate qu'un maire, qui a souvent le choix entre deux dauphins présentés, va choisir de féminiser pour éviter d'arbitrer. Ou on cherche une femme pour faire consensus pour éviter des conflits internes. Et c'est le non-cumul qui a permis cela. Et le maire qui veut devenir député peut toujours rester conseiller municipal. C'est une loi sur la démocratie et je vois qu'on essaye de grignoter. Moi je suis très vigilante.

Que pouvez-vous faire pour accélérer la parité ?

Le seul moyen, c'est de porter cette question au niveau européen. Nous demandons qu'il y ait une directive européenne et que la parité s'applique dans tous les exécutifs, les intercommunalités y compris, car c'est là où cela fonctionne le moins. Pour avancer, il faut légiférer. On ne discute plus au niveau national mais au niveau européen. Nous portons l'affaire en nous alliant avec l'Allemagne. Car on se bat avec un stylo contre des bazookas. Il faut changer de rythme et obtenir cette directive qui s'imposera au-dessus des lois nationales.

Les mentalités évoluent-elles ?

Lentement. Mais l'importance que des femmes soient autour de la table est fondamentale. S'il y avait des femmes au Conseil de défense, cela marcherait mieux. C'est ça l'objectif, pas pour embêter les messieurs qui veulent faire de la politique. C'est un enjeu de société.